

Trois questions à Yanick Motel, délégué général de Lessis

# « Ce relatif échec pose sans ambiguïté la limite d'un modèle économique subventionné »

Propos recueillis par Mohammed Alkama

**ST** : Comment se porte le marché de l'informatique médicale en France ?

**Y.M.** : Dans le domaine de la médecine de ville, exception faite des professions adossées à des plateaux techniques, il est encore cantonné aux fonctionnalités liées à la télétransmission des feuilles de soins. Ce marché est toutefois promis à un développement rapide des échanges interprofessionnels, entre autres sur l'impulsion des infirmiers libéraux. Sur le front hospitalier, et perdurant depuis près de vingt ans, trois difficultés récurrentes entravent toujours son épanouissement : un sous-investissement chronique, une faiblesse des maîtrises d'ouvrage, et une concurrence des structures publiques d'informatique hospitalière. Sur le premier point, les difficultés du programme Hôpital 2012 montrent clairement les limites du modèle subventionné. La deuxième carence sera d'autant mieux traitée qu'une filière d'enseignement spécialisée émergera très vite, conçue dans la concertation avec les donneurs d'ordres et les industriels spécialisés pour coller aux besoins du marché. Quant au dernier obstacle, la récente constitution d'un comité stratégique des SIH combiné à l'audit des structures publiques qui va être engagé devraient rapidement clarifier la situation.

En tout état de cause, les efforts commerciaux considérables que les industriels spécialisés consentent pour exposer leurs réalisations d'année en année, entre



autres lors du salon HIT, illustrent leur détermination et leur confiance dans la croissance de leur activité. En revanche, il ne faut pas exclure que les difficultés liées à un marché domestique atone puissent tôt ou tard conduire à une reconfiguration sensible de la cartographie de ses acteurs.

**ST** : Le chantier Hôpital 2012 connaît de nombreux cafouillages dans son exécution, du moins dans son aspect système d'information hospitalier. Quelles en ont été les conséquences pour les membres de votre syndicat ?

**Y.M.** : L'idée générale, en écho à ce grand programme, est plutôt aujourd'hui au « Plus jamais ça ! » Non pas que ce plan ambitieux, évoqué pour la première fois le 23 mai 2006 n'était pas pertinent. Au contraire, porter à hauteur

de la moyenne européenne les investissements dans les SIH français était un excellent moyen de stimuler l'innovation et de lutter contre le retard de notre pays. Dans les faits, les attermoissements dans la gestion de ce programme ont conduit, comme chacun sait, à l'effet rigoureusement inverse à celui qui était attendu, marquant un coup d'arrêt des investissements pendant plus de deux ans. Tout bien considéré, ce relatif échec pose sans ambiguïté la limite d'un modèle économique subventionné. L'évolution du budget hospitalier des SIH pour le porter au niveau européen (en clair pour le doubler) passe à l'évidence par les fonds propres des établissements. À ce sujet, sauf à accepter de se contenter de caracoler dans les profondeurs du classement européen, il est urgent de sortir du domaine de l'incan-

tation et d'engager très vite une réflexion avec l'ensemble des acteurs concernés.

**ST** : Quelles actions les pouvoirs publics doivent-ils mener pour moderniser au plus vite les SIH des établissements hospitaliers, tout particulièrement dans les structures de petite taille ?

**Y.M.** : Vaste programme ! À ce sujet, le néophyte pourrait être pris de vertige devant l'ampleur des obstacles à lever. Dans les faits, les difficultés ne sont somme toute pas aussi rédhibitoires qu'elles peuvent le paraître, pour peu que chacun se cantonne dans son rôle avec bon sens. Les donneurs d'ordres doivent considérer les SIH comme un pari sur l'avenir — le leur — sans lesquels le niveau de leurs performances compromettra leur survie, et ils doivent y investir, éventuellement en les mutualisant, les moyens nécessaires. La puissance publique doit se contenter d'impulser un cadre stratégique en résistant aux pressions des technostructures dont la complexification à outrance est souvent un objectif en soi. Pour le reste, faisons confiance aux capacités d'innovation des acteurs économiques dans un environnement concurrentiel stimulant. Enfin les citoyens-patients, quasi absents du débat autour des technologies de santé, doivent également faire entendre leur voix. Car au final, s'agissant de la sphère hospitalière, les systèmes d'information sont un levier essentiel à l'amélioration de la santé publique. Et donc à leur santé.